



CHILLY-MAZARIN

Accusé de réception en préfecture
091-219101615-20210329-D212903-9-DE
Date de télétransmission : 01/04/2021
Date de réception préfecture : 01/04/2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PARIS-SACLAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 29 MARS 2021

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 29

Représentés : 6

Excusé : /

Absent : /

L'an deux mille vingt et un, le vingt-neuf mars à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, M. PROPONET, MME LOYAU, M. CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MME NAOUM-GHAZIEFF, M. HAMONIC, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MMES YENKETRAMDOO, MORIEZ, MM. PAUDELEUX, POLICE, BOUKOUNA, DEBBI, MME HADJIAT, M. FERYN ; MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MME SICSIC, M. RODRIGUES, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

MME MALBEC POUVOIR A MME MICHON

M. RICCARDI POUVOIR A M. PROPONET

MME CINOSI-GIRARD POUVOIR A M. RODRIGUES

M. GNADRE POUVOIR A MME SICSIC

MME LACARRIERE-FARGES POUVOIR A M. BOUCHE

MME LEANZA POUVOIR A M. RIBEIRO-CAPITAO

EXCUSÉ : /

ABSENT : /

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Kenza HADJIAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

D212903-9

Déploiement du dispositif de Forfait Mobilités Durables.

OBJET : DEPLOIEMENT DU DISPOSITIF DE FORFAIT MOBILITES DURABLES.**RAPPORTEUR : CHRISTIAN PROPONET****NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE**

Le « forfait mobilités durables », d'abord instauré dans le secteur privé, a pour objectif d'encourager les travailleurs à recourir davantage aux modes de transport durables que sont le vélo et le covoiturage pour la réalisation des trajets domicile-travail.

Le décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la Fonction Publique Territoriale permet l'application de ce dispositif aux agents territoriaux, qu'ils soient fonctionnaires stagiaires, titulaires ou contractuels de droit public. Par exception, un agent ne peut y prétendre s'il bénéficie déjà d'un logement de fonction sur son lieu de travail, d'un véhicule de fonction, d'un transport collectif gratuit entre son domicile et son lieu de travail, ou encore s'il est transporté gratuitement par son employeur.

Jusqu'ici, seule la participation de l'employeur à hauteur de 50 % du prix d'un abonnement aux transports en commun ou à un service public de location de vélos permettait d'inciter à l'utilisation d'alternatives à la voiture individuelle.

En pratique, le forfait mobilités durables consiste à rembourser tout ou partie des frais engagés par un agent au titre des déplacements réalisés entre sa résidence habituelle et son lieu de travail, pendant un minimum de 100 jours :

- soit avec son propre vélo, y compris à assistance électrique,
- soit en tant que conducteur ou passager en covoiturage.

Le montant du forfait mobilités durables est fixé à 200 € par an, exonéré de l'impôt sur le revenu ainsi que de la contribution sociale sur les revenus d'activité et sur les revenus de remplacement.

Le forfait mobilités durables est versé l'année suivant celle du dépôt de la demande de l'agent (sauf pour le forfait de 2020, qui doit être demandé de façon rétroactive).

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la délibération suivante.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le Code général des impôts, notamment son article 81,

VU le Code de la sécurité sociale, notamment son article L. 136-1-1,

VU le Code du travail, notamment ses articles L. 3261-1 et L. 3261-3-1,

VU le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 modifiant le décret n° 2008-1269 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 01/04/2021
Date de réception en préfecture : 01/04/2021

VU l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat,

VU le décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la Fonction Publique Territoriale,

CONSIDERANT que le « forfait mobilités durables » a pour objectif d'encourager les travailleurs à recourir davantage aux modes de transport durables que sont le vélo et le covoiturage pour les trajets domicile-travail, grâce au remboursement de tout ou partie des frais engagés par un agent au titre de ces déplacements,

CONSIDERANT que ce dispositif est ouvert aux agents territoriaux, qu'ils soient fonctionnaires stagiaires, titulaires ou contractuels de droit public (à l'exception des agents bénéficiant déjà d'un logement de fonction sur leur lieu de travail, d'un véhicule de fonction, d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail et du remboursement mensuel des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélo régi par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010),

CONSIDERANT que le montant du forfait mobilités durables est de 200€ par an (et par dérogation de 100€ pour l'année 2020), exonéré de l'impôt sur le revenu ainsi que de la contribution sociale sur les revenus d'activité et sur les revenus de remplacement,

CONSIDERANT que le forfait est modulé à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé dans les hypothèses où l'agent a été recruté au cours de l'année, radié des cadres au cours de l'année ou bien placé dans une position administrative autre que la position d'activité pendant une partie de l'année, et également au prorata de la quotité horaire de travail de l'agent,

CONSIDERANT la nécessité pour l'autorité territoriale d'adopter une délibération instaurant ce forfait de mobilités durables au profit des agents municipaux et d'en définir les modalités d'octroi,

VU la commission du Personnel, administration générale et intercommunalités du 25 mars 2021,

DELIBERE

ARTICLE 1 : DECIDE d'instaurer à compter de la date d'entrée en vigueur du décret n° 2020-1547 du 9 décembre 2020, à savoir le 11 mai 2020, le forfait mobilités durables au bénéfice des agents publics de la ville de Chilly-Mazarin dès lors qu'ils certifient sur l'honneur réaliser leurs trajets domicile-travail avec leur vélo personnel, y compris à assistance électrique, ou en covoiturage pendant un minimum de 100 jours par an (à partir de l'année 2021) – et par dérogation pour l'année 2020, pendant un minimum de 50 jours - modulé selon la quotité de temps de travail et la durée de présence dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé.

ARTICLE 2 : PRECISE que le montant du forfait mobilités durables est de 200€ par an (et par dérogation de 100 € pour l'année 2020), exonéré de l'impôt sur le revenu ainsi que de la contribution sociale sur les revenus d'activité et sur les revenus de remplacement.

ARTICLE 3 : PRECISE que ce dispositif est ouvert aux agents territoriaux, qu'ils soient fonctionnaires stagiaires, titulaires ou contractuels de droit public (à l'exception des agents bénéficiant déjà d'un logement de fonction sur leur lieu de travail, d'un véhicule de fonction, d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail et du remboursement mensuel des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélo régi par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010).

ARTICLE 4 : PRECISE que l'agent sollicitant le bénéfice de ce forfait de mobilités durables, devra joindre avec son attestation sur l'honneur une copie de l'assurance qui le couvre pour ses trajets domicile-travail pour le moyen de transport utilisé.

ARTICLE 5 : DIT que les crédits nécessaires sont prévus aux Budgets 2021 et suivants.

Résultat du vote : UNANIMITE.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 29 mars 2021



**La Maire,
Rafika REZGUI**